

Brochure n° 3104

Convention collective nationale
IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 18 MAI 2011
RELATIF AUX FRAIS DE LOGEMENT ET DE NOURRITURE

NOR : ASET1250779M
IDCC : 176

Entre :

Les LEEM,

D'une part, et

Le SNPADVM UNSA ;

La FCE CFDT ;

La FNP FO ;

La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Revalorisation des plafonds concernant les frais de repas

A compter du 1^{er} mai 2011, le point « Frais de logement et de nourriture » du sous-paragraphe *b* du paragraphe 4° « Remboursement des frais liés aux réunions paritaires » de l'article 9 des clauses générales de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique révisée est abrogé et remplacé par :

« Frais de logement et de nourriture

Les frais sont pris en charge sur présentation des justificatifs correspondants, dans la limite d'un plafond global par réunion paritaire (y compris la/les réunion[s] préparatoire[s] et/ou de conclusion) fixé à :

Plafonds concernant les frais de repas :

- 23 € pour 1 repas justifié ;
- 46 € pour 2 repas justifiés ;
- 69 € pour 3 repas justifiés ;
- 92 € pour 4 repas justifiés ;
- 115 € pour 5 repas justifiés.

Plafonds concernant les frais d'hôtel (chambre + petit déjeuner) pour une nuitée :

- 90 € à Paris ou en région parisienne ;
- 74 € en province. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non signataires du présent accord.

A l'issue de ce délai, les dispositions du présent accord seront applicables à compter du 1^{er} mai 2011.

Article 3

Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires à la direction des relations du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 18 mai 2011.

(Suivent les signatures.)